

# S'en sortir, sans sortir... ?

“Populisme!”. Quiconque vilipende la vénalité croissante des classes dirigeantes se voit taxer de “populisme”. “Il fait, ajoute-t-on, le jeu de l'extrême droite.”

Le peuple se rebiffe contre un jeu politique verrouillé, contre des programmes d'austérité punitive, les cadeaux faits aux banques, les délocalisations, le laminage des salaires? On lui réplique que les protestataires sont des fascistes qui s'ignorent.

Protéger “les élites” serait ainsi devenu une forme d'hygiène démocratique... Or de la droite irresponsable aux “socialistes responsables”, il s'est fait (partout) un consensus qui accepte l'ordre néolibéral incarné par l'euro. Dix années l'ont pourtant démontré: l'adoption

## UN SPECTRE HANTE L'EUROPE: LA SORTIE DE L'EURO. PUISQU'AUCUNE POLITIQUE DE GAUCHE N'EST POSSIBLE AVEC LA MONNAIE UNIQUE, FAUDRA-T-IL SORTIR DE L'EURO “POUR S'EN SORTIR” ?

**Jean Flinker**  
Attac Bruxelles 1

Pourtant à quatre heures du matin, ce jeudi-là, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont trouvé – selon leurs biographes – la parade pour sauver l'Europe et l'euro du “nauffrage”, du “désastre”, de “l'apocalypse”.

Selon les termes d'un scénario convenu in extremis entre la chancelière et le président, les créances à rembourser par

des vainqueurs. En l'occurrence, les créanciers privés qui vont pouvoir rendre leurs obligations grecques ne valent plus rien et recevoir – en échange – de nouveaux titres dont le remboursement sera garanti (grâce à 30 milliards provenant du Fonds de secours européen). Soit le rêve de tout banquier qui se respecte: un prêt perpétuel, dont le remboursement du capital est intégralement couvert et sur lequel il va encaisser des intérêts année après année, trois décennies durant...

Qui donc aura-t-on (une nouvelle fois) obligé de banker? Dans la presse achetée, dans les médias qui font semblant de vouloir se racheter, on ne trouvera pas de réponse à cette interrogation pressante et pressée, aucune dénonciation quelque peu rageuse. A fortiori, l'amorce d'une quelconque abjuration courageuse. C'est même l'inverse – la dévotion – qui continue obstinément à prévaloir: “Il n'y a pas d'autres choix, pas d'autre salut possibles”. Ainsi, dans *Le Soir*, cette prétendue nécessité d'avancer et de s'avancer “toujours plus, plus vite, plus loin” est devenue un fatalisme éditorialisé. Une tâche expiatoire confiée au dénommé Maroun Labaki, dont les articles de foi lui sont

directement dictés par les commis de la Commission européenne.

Au hasard, *Le Soir* du 19 juillet 2011: “Il n'y a pas d'alternative à l'Union européenne. Il n'y a pas d'alternative à l'intégration européenne. Il n'y a pas d'alternative à l'euro. C'est tellement évident.” Au hasard, *Le Soir* du 1<sup>er</sup> septembre 2011: “Voter les mesures d'austérité préparées par le gouvernement de Georges Papandréou, qui ne dispose que d'une étroite majorité? Heureusement [sic], au Parlement grec, le plan a fait le plein des voix socialistes.”

Sans hasard, *Le Soir* du jeudi 27 octobre 2011: “À quelque chose malheur est bon. Tout le monde est conscient qu'il faut aller encore plus loin.”

L'accord “historique” du 27 octobre? Soyons de bons comptes. Si les dix-sept dirigeants de la zone euro en ont négocié les termes à l'arraché, sur un point au moins ce document n'aura pas eu besoin de céder aux compromis ou de procéder à des compromissions: tous les chefs d'État et de gouvernement auront spontanément accepté d'y intégrer l'obligation d'accéder à l'équilibre des soldes budgétaires d'ici la fin 2012. Une règle d'or qui devra être inscrite

**“ C'EST TOUT LE SYSTÈME QUI EST ATTEINT ET QU'IL FAUT CHANGER: LA MONNAIE, L'ÉCONOMIE, LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER, LA DÉMOCRATIE, L'ENVIRONNEMENT, LES QUESTIONS SOCIALES...”**

d'une unité monétaire commune a eu pour effets de consolider le chômage de masse, l'effondrement salarial, les inégalités de classe, le dumping fiscal. Question: “Puisque aucune politique de gauche n'est possible avec l'euro”..., faudra-t-il sortir de la monnaie unique “pour s'en sortir”?

Bruxelles, le jeudi 27 octobre 2011. Qui s'en souvient?

Athènes seront en effet ramenées de 160% du PIB aujourd'hui à... 120% en 2020. Une restructuration inévitable de la dette, impliquant forcément des contreparties: l'imposition d'une dictature économique de fait – à laquelle les Grecs devront accepter de succomber.

Mais l'essentiel n'est pas là: s'il y a tant de vaincus assignés, c'est qu'on a aussi choisi de désigner

# À QUOI ÇA SERT L'EURO?

dans la Constitution de chaque pays.  
Par conséquent, l'Europe a désormais une visée et un dessein tout tracés : refuser l'endettement public par principe, organiser une austérité de long terme tout en assurant – en cas de panique financière – que tout sera (comme par le passé) mis en œuvre pour sauver les banques sans mérite et leurs actionnaires émérites. Quand les instances européennes parlent de “gouvernance” économique, c’est – pour l’essentiel – à cela qu’elles font référence.

Au nom du bien-être futur..., on va donc saigner les dépenses sociales, hyperlibéraliser les économies et flexibiliser à l’extrême les marchés (notamment du travail) – afin de laisser “la main invisible” apporter une prospérité dont l’avènement bénéficiera (une nouvelle fois) à la bourgeoisie démontée, toujours remontée.

## EUROVISIONS

Les gens commencent à tout comprendre : les dogmes de l’UE et les normes de l’euro ont été deux attraperoies pour les faire s’engager dans une voie sans issue. De part en part de l’Europe se répand “la doctrine de l’austérité expansive” – que ses propagandistes présentent comme une sorte d’élixir économique universel, alors qu’il provoque partout les pires désastres sociaux et entraîne les États dans une spirale d’autodestruction... – précipités dans ce tragique toboggan par “les fanatiques de la douleur”.

Tout cela est absurde et néfaste. Il en résulte une société européenne brutalisée au seul profit des banques, des grandes entreprises et de la spéculation internationale. Pour l’instant, les protestations légitimes des citoyens européens visent leurs propres gouvernants, dociles aux marchés. Quand se décideront-ils à concentrer leur colère contre le vrai responsable, c’est-à-dire le système qui n’est autre que l’Union européenne elle-même ?

Or l’immense majorité des organisations syndicales, des formations progressistes, des partis de la gauche radicale partagent une seule et même perspective : ces mouvements ne voient pas d’autres solutions nationales à la crise de l’Union européenne qu’au niveau... européen. Ainsi pour les syndicats et la CES, il s’agit “de remettre dans la carcasse européenne un cœur à la place d’un coffre-fort”. Pour les partis écologistes du continent “changer, c’est possible” si “la présidence de l’Union européenne est utilisée comme un électrochoc, accélérant les efforts pour une économie plus soutenable et plus sociale”. Pour la

gauche “100% de gauche”, c’est pareil. Dénonçant d’une manière générale “la dictature des marchés financiers”, les solutions ne pourraient se prendre que dans le cadre d’un mouvement anticapitaliste “européen” défendant partout l’annulation de la dette, l’instauration “d’un service public bancaire européen” et le contrôle de l’euro. Pour Attac-France ? Il est absolument nécessaire “à court terme et de manière urgente de déclarer illégitimes la plupart des dettes publiques et d’annoncer qu’elles ne seront pas honorées – en décidant, à l’échelle européenne, les pays prioritaires. De procéder à la socialisation de tout le secteur bancaire

européen” ; il faut “tout d’abord européeniser les dettes publiques. La BCE doit pouvoir, sous contrôle démocratique, financer les États et les politiques publiques européennes. Les mouvements sociaux qui commencent à secouer l’Europe devront l’imposer”...

En conséquence de quoi, pour ces contestataires et ces opposants, les actions à entreprendre doivent être menées à l’échelon de l’Union, aucune ne leur paraissant décisive au plan local. On devrait évidemment considérer ce raisonnement comme logique, puisque la crise frappe bel et bien l’Union européenne dans son ensemble : →



→ ce serait à ce niveau qu'il faudrait aborder les problèmes. Toutefois, ce règlement à l'échelle européenne présente un handicap de taille : toute politique envisagée à ce niveau, surtout si elle porte sur la modification des Traités, demande du temps et de la négociation, car elle nécessite l'accord... unanime des 27 pays membres. Si des décisions efficaces et rapides pouvaient être prises, il faudrait s'en réjouir. Ce n'est pas le cas.

D'autant qu'il n'existe aucun précédent qui pourrait justifier, crédibiliser et légitimer une démarche ayant porté victorieusement à l'échelle de l'UE quelque réforme que ce soit en faveur des travailleurs et de la population en général. Aucun accord de progrès social n'a jamais été obtenu à l'échelle européenne sur des sujets d'importance comme la politique économique, monétaire ou fiscale ; l'environnement ; les droits et libertés ; les salaires ; l'emploi ; les pensions. Même lorsqu'une majorité des pays membres étaient dirigés par des gouvernements d'orientation social-démocrate. Que dire alors de la situation qui prévaut en 2011, où l'Europe penche très fortement à droite ? Certes, l'absence d'antécédents ne prouve pas qu'il n'y aura jamais d'accord de progrès social entre les Vingt-Sept pour construire une Europe de gauche, mais franchement, on n'en voit pas les prémices. Dès lors, la position de toutes ces organisations ne paraît pas crédible, qui gomme littéralement l'échelon national. Hormis de puissantes luttes sociales au niveau du continent (dont on ne voit pas aujourd'hui le commencement), il est illusoire d'attendre quoi que ce soit du Conseil européen, de la Commission ou des Sommets des chefs d'État et de gouvernement – qu'ils soient composés de représentants de la droite pure ou de la gauche de connivence. Tout attendre d'une hypothétique réécriture des Traités européens apparaît dès lors particulièrement démobilisateur. C'est une stratégie

**“DE LA DROITE IRRESPONSABLE AUX 'SOCIALISTES RESPONSABLES', IL S'EST FAIT (PARTOUT) UN CONSENSUS QUI ACCEPTE L'ORDRE NÉOLIBÉRAL INCARNÉ PAR L'EURO.”**

(pensée ou impensée) qui obstrue toute perspective politique et offre, en revanche, un boulevard aux forces d'extrême droite...

La vraie gauche de combat ? Elle joue son avenir sur la position qu'elle adoptera vis-à-vis de l'Union européenne en général et de l'euro en particulier **A**. La crise étant désormais systémique, c'est tout le système qui est atteint et qu'il faut changer : la monnaie ; l'économie ; le système bancaire et financier ; la démocratie ; l'environnement ; les questions sociales... Les dérèglements en sont tellement incontrôlables qu'on ne peut plus se contenter de demi-mesures, d'effets d'annonce, d'incantations.

Il faut donc partir des rapports de forces réellement existants pour pouvoir aller de l'avant : la mise en œuvre du projet eurolibéral va se poursuivre, accentuer la crise dans tous les domaines et la désunion entre pays. Que cela plaise ou non,

il n'existe pas (encore) de mouvement social européen suffisamment consistant pour contrecarrer cet ordre des choses. Dès lors, faire reposer la transformation du modèle européen uniquement sur de nouveaux traités est irréaliste à court et moyen termes. Puisque "l'euro est en passe de succomber, sous le poids des déséquilibres qu'il continue d'engendrer", pourquoi, par principe (et sans l'expliquer), renoncer à toute rupture, au plan national, avec les politiques imposées d'en haut ? Car en attendant que tous les pays de l'UE se mettent d'accord (c'est-à-dire que des forces vraiment de gauche arrivent au pouvoir dans ces nations), que fait-on sinon désespérer le peuple ? Puisque les spéculateurs continueront à spéculer, les licenciés à licencier et les pollueurs à polluer.

Il y a, plus que jamais, une urgence sociale, économique et environnementale qui doit inciter à résoudre

les problèmes là où l'on peut les résoudre au plus vite, à savoir au niveau de chaque État. En commençant par briser une sorte de consensus, de conformisme politique qui se paient de mots.

## DÉMONDIALISER

Une idée, un slogan, un mot d'ordre aimante aujourd'hui les passions : "la démondialisation". En France, cette revendication attise les polémiques, stimule les controverses, explicite les contradictions. Tant mieux. Il faut d'abord s'opposer et s'exposer, pour pouvoir se poser.

Lors de la primaire socialiste jouée au mois d'octobre dernier, Arnaud Montebourg a cristallisé sur son nom ce phénomène politique nouveau. La notion de démondialisation, qu'il a évoquée et portée, est entrée en force dans la campagne présidentielle française. Ainsi, à la gauche du Parti socialiste, et même en son sein, une nouvelle géographie politique se fait jour : la gauche "mondialisatrice" d'un côté, et la gauche "démondialisatrice" de l'autre.

La gauche "mondialisatrice" cultive une conviction, une croyance : seules des décisions mondiales ou européennes pourront vaincre la crise – en rejetant les initiatives nationales au motif que ces dernières seraient, par nature, entachées de nationalisme.

La gauche "démondialisatrice" pense, au contraire, que l'échelon mondial est occupé par les classes dirigeantes à travers leurs institutions multilatérales (le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union européenne...), leurs firmes multinationales et leurs grands médias. Aucun projet vraiment progressiste ne peut surgir à cet échelon a-démocratique auquel les peuples n'ont pas accès. Cette évidence ne signifie pas, bien entendu, que les luttes et leur convergence internationale soient inutiles. Il faut effectivement articuler les échelons local, national et international ; comme le court, le moyen et le

**“'DÉMONDIALISER' FERAIT ENTRER L'UE DANS UNE ZONE DE TURBULENCES SANS PRÉCÉDENT, DONT LES DÉBOUCHÉS NE SONT PAS GARANTIS... CE QUI, EN REVANCHE, EST GARANTI À L'AVANCE AVEC LA 'MONDIALISATION', C'EST L'AUSTÉRITÉ À PÉPÉTUITÉ, L'EXPLOSION DES INÉGALITÉS ET DE LA PRÉCARITÉ, LA POUSSÉE DE LA XÉNOPHOBIE.”**

# SORTIR DE L'EURO?



long termes. Mais c'est d'abord à l'échelon national que les mobilisations peuvent prendre corps et que des mesures unilatérales doivent être décidées immédiatement pour démondialiser : sortir de l'euro pour avoir la maîtrise de la monnaie, démanteler les marchés financiers, remettre en cause le libre-échange par des mesures protectionnistes à l'échelle nationale, sortir des institutions multilatérales, redresser la part des salaires dans la valeur ajoutée et venir au plein-emploi...

Bien sûr, cette visée devra s'inscrire dans une perspective universaliste et internationaliste, c'est-à-dire le contraire du nationalisme. Bien entendu, la lutte contre l'ordre néolibéral mondial sera nécessairement un processus chaotique où les initiatives nationales se renforceront mutuellement pour devenir une dynamique globale et systémique. Mais la gauche d'Amérique du Sud y est bien parvenue ; alors pourquoi pas les vieux pays d'Europe ?

Le précepte de "démondialisation" est, en tous cas, en passe de briser une série de tabous que les mouvements altermondialistes ne s'étaient jamais risqués à franchir jusqu'ici : encourager les États à désobéir et à ne plus se soumettre au Traité de Lisbonne (dont l'architecture des centaines d'articles bétonne à jamais le dogmatisme ultralibéral) ; remettre en place le contrôle des capitaux, fermer la Bourse et euthanasier les spéculateurs ; préférer le recours à un protectionnisme ciblé et la relocalisation de l'économie...

"Démondialisons !" : cette injonction est devenue assez logiquement le signifiant d'un horizon politique désirable pour toutes les colères sociales que la mondialisation ne cesse de faire naître. En ce sens, la démondialisation représente une forme de sursaut. Car les partisans de la démondialisation soldent, eux aussi, le bilan de trente années gâchées. Avec, d'un côté, les privatisations, les privations et le saccage social endurés par la

population. De l'autre, les cadeaux aux élites, aux privilégiés de la fortune, aux professionnels de la rente (la monnaie unique servant cette horreur économique en passe de désagréger les nations, d'opposer les peuples les uns aux autres par la concurrence, et de raviver partout le nationalisme d'extrême-droite)...

Il faut donc sortir de l'Europe et de l'euro pour que l'on s'en sorte... Tel est, en tout cas, le positionnement que tentent de bâtir désormais Ignacio Ramonet (l'ancien directeur du *Monde diplomatique*) ; Bernard Cassen (l'un des fondateurs d'*Attac*) ; l'ancien président d'*Attac-France*, Jacques Nikonoff ; le démographe Emmanuel Todd ; l'économiste Jacques Sapir, ou l'universitaire Frédéric Lordon.

Pour Ramonet (auteur d'un *Désarmer les marchés* qui, depuis 1997, est de plus en plus impératif), "les dirigeants doivent décider : ou on sacrifie une génération ou on →

→ sacrifie l'euro. Et moi je dis : sacrifions l'euro voire l'Union européenne, mais pas une génération. Comment va-t-on aller au sacrifice sans avoir la certitude que l'on ne va pas à la catastrophe?"

Jacques Sapir a la manière aussi tranchée : il n'hésite pas à inclure (dans l'éventail des solutions qu'il envisage) l'option d'une restauration de la souveraineté nationale (par la sortie de l'euro) si toutes les autres venaient à échouer. Car "le choix sera entre un maintien dans une zone euro en crise – à un coût considérable en matière d'austérité et de pouvoir d'achat, et sans pouvoir espérer autre chose qu'une rémission – et une sortie de la zone. Cette solution n'était pas mon premier choix quand j'ai commencé à tirer le signal d'alarme, déjà en 2006. Or la crise finale de

maîtresses de leur destin. Selon Frédéric Lordon, "la mondialisation est anti-moderne précisément au sens où elle organise la dépossession des souverainetés partout où elles existent. La substitution insistante du terme "gouvernance" à celui de "gouvernement" est bien là pour dire le projet général de la dégovernmentalisation du monde, c'est-à-dire de sa dépolitisation. Surtout pas d'État – quelle qu'en soit la circonscription – donc pas de loi (à l'extrême rigueur des règles mais minimales et sans force) et surtout, bien sûr, de "l'éthique"... C'est dans cet univers libre de toute force politique souveraine (la seule qui serait capable de les contenir) que les forces du capital veulent être seules significatives à se mouvoir". D'où il suit que se dire favorable à la démondialisation n'est alors, génériquement,

provenir que d'un gouvernement disposant d'un fort appui populaire national. C'est cet acte inaugural qui, par-dessus la tête des autres gouvernements, sera un pôle de ralliement et de mobilisation des mouvements sociaux à l'échelle continentale.

Évidemment, l'objectif de la démondialisation est simple à formuler, mais autrement difficile à atteindre : tendre à ce que le périmètre de la prise de décision démocratique coïncide le plus possible avec celui de la capacité de régulation des flux économiques et financiers. Ce qui pose la question du statut de l'espace national. Même s'il faut s'efforcer de se donner des objectifs convergents pour des mobilisations sociales à l'échelle régionale (européenne pour nous) et mondiale, ce périmètre est seulement national pour l'instant. Il faut en exploiter toutes les potentialités en utilisant les failles ou les faiblesses de l'adversaire.

Le néolibéralisme a défini son terrain d'intervention : c'est la planète tout entière, sans frontières d'aucune sorte. La question est de savoir si, pour le combattre, il convient de se placer sur ce même terrain ou s'il faut en choisir d'autres et, au lieu d'une guerre de tranchées au niveau mondial, mener une guerre de mouvement, voire une guérilla aux échelons inférieurs. Car l'expérience nous enseigne que des luttes sociales et politiques dans un pays donné peuvent avoir un effet de "contagion" dans d'autres, et ainsi se régionaliser et s'internationaliser. C'est ce que montrent les manifestations de masse contre les inégalités en Israël qui s'inspirent directement de l'expérience des Indignés de la Puerta del Sol, eux-mêmes...

"Le national" n'est donc en aucune manière un substitut de "l'international" ou de "l'europeen". Loin de constituer "un repli", il en est au contraire la condition préalable dans une stratégie du faible au

fort. On ne comprend pas que de telles évidences, par ailleurs validées par les faits, échappent à l'entendement des "anti-démondialisation" se réclamant de la gauche critique, en particulier au sein d'une partie de l'altermondialisme.

"La démondialisation est un concept dynamique, affirme Bernard Cassen. Son "carburant" est l'exigence démocratique visant à récupérer la souveraineté populaire dans le périmètre où elle peut s'exercer réellement pour réguler les flux économiques et financiers. On objectera, non sans raison, que cela ferait entrer l'UE dans une zone de turbulences sans précédent, dont les débouchés ne sont pas garantis. Ce qui, en revanche, est garanti à l'avance, c'est l'austérité à perpétuité, l'explosion des inégalités et de la précarité, la poussée de la xénophobie. Les libéraux n'ont aucun état d'âme à ce sujet et ils ont déjà pris leur décision, avec comme seul garde-fou la crainte de troubles sociaux majeurs. Par pusillanimité, par confusion mentale entre "nation et nationalisme", par européisme béat..., la majorité de la gauche social-démocrate et une partie de la gauche critique semblent bien parties pour faire le même choix, mais par défaut. Elles libèrent ainsi un vaste espace pour les forces qui refusent de se laisser enfermer dans le piège d'une alternance factice". ■ ■

▲ Jacques NIKONOFF, *Sortons de l'euro! Restituer la souveraineté monétaire au peuple*, Éditions des Mille et Une Nuits, 2011 (454 pages, 19 euros).

Ⓢ "S'en sortir, sans sortir... ?" : vous pouvez prendre connaissance de l'entièreté du présent texte, à travers la référence suivante : <http://bxi.attac.be/spip/spip.php?article1353>

## IL FAUT SORTIR DE L'EUROPE ET DE L'EURO POUR QUE L'ON S'EN SORTE..."

La zone euro adviendra au plus tard vers la fin du printemps 2012. Les conséquences politiques pourraient en être bien différentes suivant le moment où elle se produira. C'est sans doute la raison pour laquelle le personnel politique se refuse à accepter l'inévitable et à faire face à la réalité. Mais "les faits sont têtus". Le principe de réalité finit toujours par s'imposer aux idéologues. Cependant, à trop vouloir nier la réalité, elle se venge..."

Les choses sont plutôt simples : si un accord s'est fait assez aisément pour nommer "mondialisation" la configuration présente du capitalisme, alors il devrait s'en faire un aussi facilement pour entendre dans "démondialisation" l'affirmation d'un projet qui tient la souveraineté d'un peuple pour le concept-clé de l'époque moderne. La modernité, au sens conceptuel du terme, c'est que des communautés humaines se déclarent

pas autre chose que déclarer ne plus vouloir de ça!

Ces dernières années l'ont encore confirmé : toutes les expériences de rupture concrètes ont montré que ce n'est pas au niveau mondial ou régional, mais bien au niveau national, qu'il a été possible de faire bouger les lignes et même de remporter des victoires. Soit par les actions de gouvernements soutenus par les mouvements sociaux (comme en Amérique latine); soit par la pression, sur des États, exercée par des mouvements populaires (comme dans le monde arabe). Un mouvement social international ne peut se cristalliser et se développer de proche en proche qu'à partir d'une situation nationale de rupture. Pour tous ceux qui estiment que la construction européenne doit être refondée sur des bases radicalement différentes de celles du Traité de Lisbonne, cette rupture ne peut